

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

VISITES D'INSPECTION ET DE TRAVAIL DANS LES WILAYAS

Cadeaux aux ministres financés avec l'argent du contribuable

Le dernier remaniement gouvernemental a quelque peu défrayé la chronique ces derniers jours, sans que les Algériens sachent vraiment pourquoi tel ministre a été écarté et tel autre maintenu, ignorance alimentant leur scepticisme quant à l'utilité de ces changements. Mais un ministre ça sert à quoi ? Servir ou se servir ?

La très mauvaise «tradition» dans les voyages officiels des ministres dans les wilayas, voyages à la dénomination pompeuse «d'inspection et de travail» a toujours été respectée : le ministre vient s'enquérir de la situation de son secteur, faire l'état des lieux des chantiers en cours, inaugurer des structures achevées, donner le feu vert au lancement de nouvelles réalisations et annoncer d'autres projets pour les années à venir qui contribueraient à améliorer les conditions de vie des citoyens de la région et à dynamiser le développement local. C'est ce que nous entendons et voyons à longueur de journée, notamment dans les journaux d'information des médias gouvernementaux. Par contre, ce que la plupart des gens ne savent pas, c'est que certains ministres utilisent ces voyages officiels pour gérer des

intérêts privés, notamment pour acquérir des biens de toutes sortes ou bénéficier d'avantages particuliers, pour eux et pour leurs proches, d'autant plus que ces «affaires» se gèrent dans le plus grand secret, à l'abri des caméras et des journalistes.

La loi et l'avantage indu

Est-ce que ces «avantages» ou «cadeaux» consistants, obtenus par un «agent public» lors d'un voyage officiel tombent sous le coup de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption ? La loi en question pénalise la concussion, l'article 30 précise que «tout agent public qui sollicite, reçoit, exige ou ordonne de percevoir, ce qu'il sait ne pas être dû, ou excéder ce qui est dû, soit à lui-même, soit à l'administration, soit aux parties pour lesquelles il per-

çoit», l'abus de fonctions, l'article 33 : «Le fait, pour un agent public, d'abuser intentionnellement de ses fonctions ou de son poste en accomplissant ou en s'abstenant d'accomplir, dans l'exercice de ses fonctions, un acte en violation des lois et des règlements afin d'obtenir un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne ou entité.» Ou l'obtention de cadeaux, l'article 38 : «Le fait par un agent public d'accepter d'une personne un cadeau ou tout avantage indu susceptible de pouvoir influencer le traitement d'une procédure ou d'une transaction liée à ses fonctions. Le donateur est puni des mêmes peines visées à l'alinéa précédent.» Le gouvernement devrait rappeler à ses membres ce que la morale et l'éthique réprouvent : il y va de sa crédibilité...

Djilali Hadjadj



Les domaines privilégiés de la corruption dans le milieu de la justice

Les magistrats peuvent faire l'objet de pressions nombreuses pour favoriser une des parties en procès ou éviter l'application des sanctions prévues par la loi.

Le juge peut être sollicité par l'autorité gouvernementale sous forme de pressions plus ou moins directes, soit dans des affaires à caractère politique, soit pour avantager des particuliers.

Là où la séparation des pouvoirs n'est pas effective et chaque fois que l'Etat est omnipotent, le magistrat est exposé à des pressions qui favorisent le clientélisme, le déni de justice et l'inégalité devant la loi. Dans des sociétés encore fortement marquées par les valeurs de solidarité familiale ou tribale — c'est encore le cas en Algérie —, les sollicitations pour éviter la rigueur de la loi sont entrées dans les mœurs. Elles peuvent aussi favoriser la prolifération du clientélisme, du trafic d'influence et de la corruption. Les auxiliaires de justice peuvent aussi être un vecteur d'introduction ou de développement de la corrup-

tion dans les services de justice. Généralement, les avocats sont inscrits dans des ordres professionnels, qui exercent le contrôle sur leurs activités et prononcent les sanctions disciplinaires en cas de manquement aux règles déontologiques. Mais il n'est pas rare que la discipline interne soit défaillante ou que l'esprit de corps empêche d'exercer véritablement un contrôle de la profession.

Certains avocats deviennent alors des intermédiaires «véreux» entre les juges et les justiciables, pour influencer le cours de la justice. D'autres auxiliaires de justice s'impliquent parfois dans ce marché occulte de la justice. Les experts assermentés, dont les montants de rémunération sont taxés, se voient proposer des avantages ou des rémunérations pour orienter leur expertise. De même, les greffiers, les avoués, les auxiliaires et le personnel d'appoint non salarié, généralement de condition modeste, peuvent, en contrepartie de pots-de-vin,

retarder des procédures, perdre des documents, éviter des notifications et fausser ainsi le fonctionnement de la machine judiciaire. Les lieux de détention relevant de l'administration pénitentiaire et la police judiciaire constituent aussi des champs particulièrement exposés à la prolifération de la corruption. La violence psychologique et physique qui y règne, l'isolement des personnes et les risques qu'elles encourrent sont autant de raisons qui accroissent leur vulnérabilité et les exposent au jeu de la corruption.

D. H.

PAROLES DE MINISTRE «La justice traite toutes les affaires de corruption dont elle est saisie»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a affirmé mercredi 20 mai à Alger que la justice traitait toutes les affaires de corruption dont elle est saisie, ajoutant que les réformes «profondes» prévues étaient de nature à renforcer davantage la crédibilité et l'indépendance de la justice. Le ministre répondait aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance consacrée au débat du projet de loi relatif à la protection de l'enfant. «Plusieurs parties veulent faire croire à l'opinion publique (...) que la justice algérienne n'est pas capable d'obtenir l'extradition des individus impliqués dans une affaire pour les juger», a-t-il précisé. Il a ajouté que «la justice algérienne s'est acquittée de son rôle dans la discrétion, conformément aux mesures et accords adoptés par l'Algérie». «Les réformes se poursuivent dans le secteur de la justice, ce qui n'est pas chose facile», a indiqué le ministre, soulignant que l'Etat était déterminé à les mener à bout pour «garantir les libertés fondamentales des citoyens».

CE QUE LES PROCÈS ONT CONFIRMÉ

Le procès de Autoroute Est-Ouest qui s'est achevé il y a quelques jours, celui de Khalifa qui est en cours et le procès de Sonatrach 1 qui aura lieu le mois prochain, ont tous confirmé ce que nous savions déjà à propos du fonctionnement de la justice.

Une justice indépendante, rendue par des hommes et des femmes qualifiés, dans le cadre d'une organisation transparente et immunisée contre les risques d'ingérence extérieure, constitue le rempart de l'Etat et de la société contre le développement de la corruption. Chargée de dire le droit et de sanctionner ceux qui contre-

viennent à ses règles, la justice est garante de l'efficacité du dispositif légal mis en place pour lutter contre la corruption. L'ensemble des lois et règlements en la matière doit être clair et bien adapté à son environnement. Dans les affaires touchant à la corruption, est-il nécessaire de mettre en place des juridictions spéciales ? Nombre de spécialistes y sont favorables. Mais les pôles judiciaires spécialisés mis en place en Algérie il y a quelques années (Alger, Oran, Constantine et Ouargla) ont montré leur inefficacité. Le système judiciaire n'est ni préparé ni apte à prendre en charge les grosses affaires de cor-

ruption, de par leur complexité, leurs ramifications internationales et les lenteurs de la coopération judiciaire. Dans un pays démocratique où le principe de séparation des pouvoirs est respecté, la justice, si elle est réellement indépendante et compétente, a un rôle essentiel à jouer dans la prévention et la répression de la corruption. Ce rôle ne peut être assuré que si les conditions de démocratie et de respect des libertés sont réunies à tous les niveaux de l'organisation sociale et politique, et si la société civile est étroitement associée à la vie publique.

D. H.

DES MOTS POUR LE DIRE

«...Ministre ou clown...»

«Quand j'étais jeune, je voulais être ministre ou clown. J'ai choisi la deuxième option car je suis un garçon sérieux.»

Sim (humoriste français)